

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

N° 88

Mercredi 28 juin 1978

PRIX : 1 F

EDITORIAL

Indépendance et socialisme aux Antilles !

Caractères trop petits

L'INTERVENTION des parachutistes français au Zaïre par son côté spectaculaire, et à cause des problèmes que pose le Zaïre, a souligné de façon éclatante toute la politique impérialiste de l'Etat français en Afrique.

L'équipée de Kolwezi a été justifiée par le gouvernement français par la nécessité de sauver les vies d'Européens menacés par les « rebelles » ex-katangaïses, et par la nécessité de voler au secours d'un pays dit « ami ».

Quelques jours plus tard l'armée française, toujours en Afrique, était aux côtés des troupes d'un régime tchadien violemment remis en cause par le Frolinat. Il s'agissait cette fois d'encercler plusieurs centaines de « rebelles » toubous et de les massacrer.

Pour tous ceux qui luttent contre la domination coloniale aux Antilles, ces événements sont instructifs. Ils devraient l'être surtout pour les militants des partis de gauche défendant « l'autonomie ». Car pour la direction des partis communistes et progressistes de Martinique et de Guadeloupe, la fin de la domination coloniale passe par une « autonomie en union avec la France » ou « dans le cadre de la République ».

Or, précisément, la conduite de la politique coloniale et impérialiste de l'Etat français fait voler en éclats les espoirs de ce genre. Elle montre aussi, si l'on suppose qu'une telle politique était un jour acquise, à quel danger seraient exposés les peuples des Antilles.

Si l'impérialisme français n'hésite pas à intervenir militairement dans l'Afrique « indépendante » ou à fomenter un coup d'Etat dans les Comores indépendantes, comment s'empêcherait-il de mettre son nez agressif dans les affaires d'un Etat « autonome » faisant partie — qui plus est — de la « République » ?

Et d'ailleurs que signifie pour les partis de la gauche antillaise le mot « autonomie » ? Ces partis ont trouvé un truc, le statut d'autonomie qui leur permet de ne rien changer à la situation actuelle si ce n'est d'accorder des places, à côté de l'administration française, à quelques politiciens antillais. A qui souhaitent-ils faire croire qu'ils veulent et qu'ils peuvent changer la situation des pauvres, des exploités avec leur mot d'ordre d'autonomie ? Ils savent par exemple que dans les Antilles autonomes les grosses sociétés françaises responsables de l'exploitation des plus démunis, ne seront pas dépossédées. Même si ces partis voulaient ce changement, ils ne le pourraient pas. Car « autonomie » suppose que l'on accepte la tutelle. Et quelle tutelle ? Justement celle de l'Etat qui, aujourd'hui, envoie ses troupes assassiner les populations du Zaïre, du Tchad, celle de l'Etat des guerres coloniales, que la direction de l'Etat français soit d'ailleurs de droite, comme actuellement, ou de gauche comme lors de la guerre d'Algérie.

La ligne autonomiste n'est qu'une ligne qui consiste à admettre la présence coloniale aux Antilles jusqu'aux calendes grecques. La position autonomiste signifie que la dépendance coloniale ne prendra fin aux Antilles que si la puissance coloniale elle-même est d'accord pour y mettre un terme. Mais elle veut dire aussi que l'Etat « autonome » dont il est question serait soumis à toutes les pressions et ensuite aux interventions militaires de l'impérialisme français.

Et cela les politiciens de la gauche antillaise le savent très bien. Mais proposer l'autonomie présente pour eux un grand avantage. Avec elles ils ont une justification toute trouvée. Ils

(Suite page 3)

Les travailleurs de Fontaine Didier (Marsan) donnent l'exemple :

contre les licenciements, il faut se battre

Les travailleurs de l'entreprise Fontaine Didier entament ce 19 juin leur cinquième semaine de grève. Cette entreprise de mise en bouteilles d'eau et de boissons gazeuses appartient à un capitaliste martiniquais bien connu pour sa brutalité et sa hargne envers les travailleurs. Il s'agit de Marsan, autrefois patron de Monoprix. Outre cette entreprise de Fontaine Didier qui compte une soixantaine de travailleurs, tous grévistes aujourd'hui, Marsan est principal possesseur de deux magasins à grande surface dans Fort-de-France.

La grève a démarré surtout pour s'opposer au licenciement d'un travailleur de Fontaine Didier. Par la suite les travailleurs ont dressé une liste de revendications où ils réclament particulièrement :

- le paiement des jours de grève ;
- une augmentation uniforme des salaires pour tous ;
- la suppression des heures supplémentaires.

Dès le début du mouvement, un comité de grève a été formé pour le diriger. Après plusieurs jours de grève où les travailleurs ne sont pas restés inactifs — manifestant dans les rues, appelant les autres travailleurs à les soutenir en refusant de faire leurs courses dans les magasins appartenant à Marsan — des négociations ont eu lieu. Il en ressort que Marsan veut, dit-il, accorder toutes les revendications sauf celle de la réintégration de l'ouvrier licencié. Les grévistes ont refusé



une telle position et décidé de continuer leur lutte jusqu'à la réintégration de leur camarade.

Le mouvement est très populaire. La population par solidarité avec les grévistes déserte les deux grandes surfaces appartenant à Marsan. Lors des meetings tenus dans les carrefours de la ville par les grévistes, les passants manifestent vivement leur sympathie. Un gala de solidarité organisé par le comité de grève avec la participation bénévole de nombreux artistes a rassemblé plus de six cents personnes au théâtre municipal de Fort-de-France.

La grève des travailleurs de Fontaine Didier a permis à tous

de connaître les méthodes répugnantes utilisées par les gros commerçants et les capitalistes locaux. Ceux-ci sont racistes, méprisants et utilisent même la violence contre certains travailleurs.

Quelle que soit l'issue de la grève, les travailleurs de Fontaine Didier auront montré qu'ils n'acceptaient pas d'être des victimes consentantes face aux licenciements et aux brutalités des patrons. Ils ont montré qu'on pouvait se battre. Cette leçon ne sera pas perdue pour l'ensemble des travailleurs.

Et les patrons qui licencient comme bon leur semble sauront eux aussi que cela coûte cher de mettre à la porte un travailleur.

Plantations de cannes ou bananeraies un faux dilemme

Après l'annonce de la décision de Darboussier et de la Compagnie fruitière de planter de vastes espaces en bananiers et en champs d'ananas, les organisations de planteurs bananiers de la région de Basse-Terre ont réagi vigoureusement. Dans la région de Sainte-Rose, c'est l'UTA-UPG qui a pris la tête de la protestation au nom des petits planteurs de canne cette fois.

Dans les usines à sucre, de Darboussier, Grosse Montagne notamment, les syndicats ont exprimé leur inquié-

tude. Ils soupçonnent les patrons de vouloir fermer la plupart des usines restantes et jeter à la rue des centaines de travailleurs.

On le voit, le fait que de gros capitalistes décident de transférer leurs capitaux dans un secteur différent entraîne des conséquences graves pour des milliers de petites gens.

Mais c'est bien cela la nature profonde de la société capitaliste — renforcée encore par le colonialisme. Les propriétaires privés de milliers d'hectares de terres et de capitaux importants ont le droit

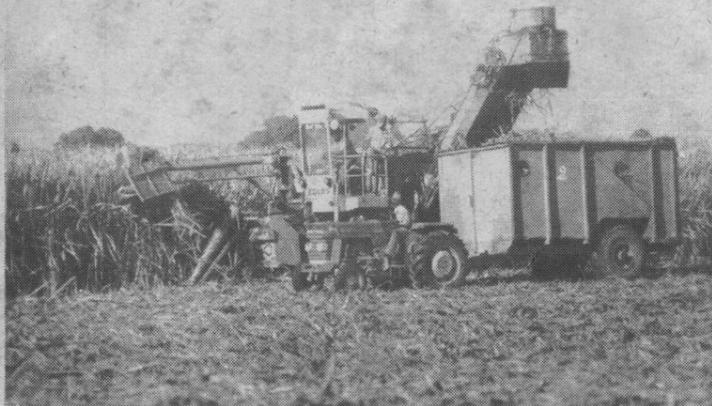
de décider d'en faire ce que bon leur semble et cela même au détriment du plus grand nombre.

Cette situation créée par les capitalistes de Darboussier et de la Compagnie fruitière conduit d'ailleurs certains opposants nationalistes à lever l'étendard au nom de la « défense de l'industrie sucrière » de la Guadeloupe.

Les petits planteurs de cannes (pas plus que les ouvriers des sucreries) certes n'ont pas à faire les frais des transfor-

(Suite page 2)

Nouveaux projets de Darboussier et de la Compagnie fruitière des bananeraies pour maintenir leurs profits !



LES capitalistes sucriers de Guadeloupe, le groupe Darboussier-Empain et la Cie fruitière ont décidé de reconvertir 3 000 ha de cannes principalement dans la région de Lamentin-Ste-Rose, en bananes (pour 1 000 ha) et en plantations d'ananas (pour 2 000 ha).

Depuis longtemps, on le sait, la canne ne rapporte plus assez de profits à ces messieurs. Pour pouvoir maintenir leur marge de profit, ils ont commencé par fermer progressivement plusieurs usines à sucre (7 en 8 ans), à spéculer sur les terres (ventes aux sociétés immobilières). Ils ont acheté le sucre à la richesse et mécanisé au maximum. Cette mécanisation a eu pour conséquence le licenciement de milliers de travailleurs agricoles.

Aujourd'hui, ils pensent que cette reconversion leur permettra de s'assurer de bien meilleurs profits. Mais, pour accréditer ces nouvelles mesures, les capitalistes de Darboussier annoncent que tout cela permettra la création de 2 000 emplois. Sinon, nous disent-ils, pour qu'ils puissent tenir le coup, il leur faudra mécaniser encore plus, licencier près de la moitié des travailleurs et fermer une nouvelle usine.

A l'heure actuelle, des tentatives de plantations de bananes ont été faites dans la région de Petit-Bourg, à Ste-Rose (Galbas et Lamoisse), mais ont été stoppées. Est-ce à cause du mécontentement des gros propriétaires de bananeraies dans la région de Capesterre et Basse Terre qui voient dans la tentative de Dar-

boussier une dangereuse concurrence ? Est-ce à cause du mécontentement des petits planteurs de canne de Ste-Rose, regroupés par les nationalistes de l'UPA-UPG ?

Probablement ces deux raisons s'ajoutent pour pousser la compagnie fruitière à ralentir la mise en œuvre de son projet. Elle veut sans doute laisser la colère s'apaiser, quitte à s'entendre en coulisse avec les planteurs de Basse Terre.

Quoi qu'il en soit, dans cette affaire, les travailleurs agricoles, les petits planteurs de canne devront veiller de très près à ce que la situation n'empire pas pour eux. Ils ne doivent pas être les premiers grugés dans cette affaire et devront s'organiser pour avoir des revenus décents.

Les promesses de Dijoud, du vent ! Les travailleurs ne seront pas dupes

DÉCIDÉMENT, ceux qui gouvernent n'ont pas la moindre pudeur. C'est M. Dijoud, le nouveau ministre des DOM, qui vient de faire encore une déclaration sur « la relance de l'économie sucrière ». Il est question de « modernisation », de « restructuration » des usines, etc., autant de grands mots qui sont là pour camoufler les vrais problèmes.

M. Dijoud et son gouvernement prétendent qu'ils veulent maintenir la production sucrière en Guadeloupe à un niveau élevé — environ 100.000 à 120.000 tonnes. Ils affirment que trois usines devront rester en fonctionnement — deux en Grande-Terre et une en Basse-Terre. Ce qui veut dire — remarquons-le au passage — qu'ils admettent la fermeture de deux entreprises en Grande-Terre.

Et on parle encore de la nécessité d'irriguer pour permettre une amélioration de la productivité des champs de cannes de Grande-Terre !

Mais pendant qu'un ministre occupe le devant de la scène et tente d'accaparer l'attention du public, à l'arrière plan ceux qui possèdent terres et usines, les gros possédants, eux se préparent à liquider les usines à sucre. Les directions de Grosse-Montagne, de Darboussier, Blanchet préparent le terrain pour mettre leurs employés et ouvriers à la porte d'ici 1979-1980.

Et ce ne sont pas simplement des menaces en l'air. Car dans le même temps, ces mêmes capitalistes prévoient de se reconvertir en plantant des bananeraies sur les anciennes terres à sucre.

On se rappelle les déclarations faites il y a quelque temps à ce sujet. Il était question de 1.000 hectares en bananeraies et 2.000 en ananas.

Qui dit vrai dans cette histoire ? Le gouvernement qui affirme qu'il faut maintenir la production sucrière ou les capitalistes du sucre qui veulent l'arrêter ?

Ne nous faisons pas d'illusion. Les rôles sont partagés. Le gou-

vernement et Dijoud sont chargés d'endormir le peuple, et les capitalistes, eux, agiront comme il se-

ra conforme à leurs intérêts.

C'est aux travailleurs des usines à sucre et aux petits plan-

teurs de cannes de s'organiser et de lutter pour ne pas être surpris et lésés dans cette affaire.

Plantations de cannes ou bananeraies...

(Suite de la page 1)

mations imposées à l'économie de la Guadeloupe par les capitalistes du sucre et par les grands propriétaires.

Mais rien ne prouve que les petits planteurs gagneront plus en plantant des cannes plutôt que des bananiers. Le problème des petits planteurs ne doit pas se situer à ce niveau. Dans l'état actuel de la situation économique et politique de la Guadeloupe, ils doivent se battre pour avoir, quelle que soit la culture pratiquée, une garantie de leur revenu égal au moins à un salaire ouvrier décent, pour chaque individu travaillant dans leur exploitation agricole.

En réalité, il n'y a pas de solution miracle face à ce problème de l'organisation économique de la Guadeloupe. Si des capitalistes peuvent prendre de telles décisions non conformes aux besoins de la population guadeloupéenne, c'est bien parce que celle-ci ne dispose pas du pouvoir de décider elle-même ce qui est bon ou pas pour elle.

Pour que demain l'économie des Antilles échappe au dilemme « Canne-banane » ou « Canne-ananas » ou autres cultures d'exportations réalisées sur des domaines appartenant à une poignée de propriétaires, il faudra que le pouvoir politique appartienne aux travailleurs antillais. C'est

cela le fond de la lutte contre la domination coloniale et contre l'exploitation capitaliste.

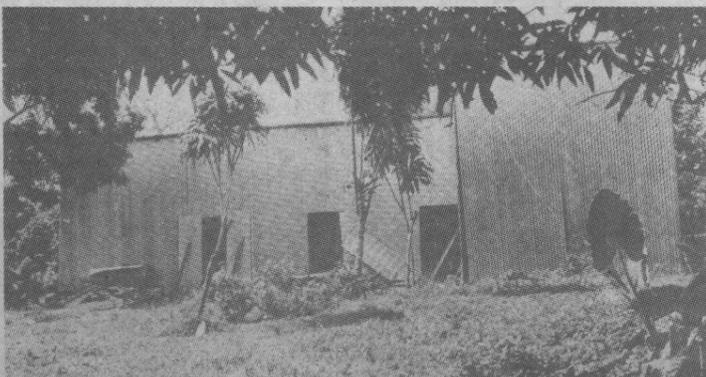
Alors oui, il sera possible d'organiser l'économie, et en particulier l'agriculture, sur d'autres bases que celles de maintenant.

Pour s'orienter dans cette voie de demain, on doit aujourd'hui s'abstenir d'entrer en guerre au nom de la défense de l'économie sucrière comme le fait déjà la tendance nationaliste en Guadeloupe.

L'avenir de l'économie des Antilles, et de la Guadeloupe en particulier, ne passe pas forcément, et probablement pas, par un développement de l'économie sucrière.

Martinique :

Les planteurs de tabac en faillite



LA Coopérative des Tabacs de la Martinique (TABACOOP) annonce sa prochaine dissolution. Les quelques dizaines de planteurs de tabac de l'île constatent l'échec de cette production, et se plaignent amèrement, surtout les plus modestes d'entre eux, de voir des années d'efforts patients et de sacrifices réduits aujourd'hui à néant : car tous leurs espoirs se sont maintenant envolés et ils sont au bord de la ruine.

La culture du tabac entreprise, ou plutôt « relancée » dans les années 68-70 (car autrefois c'était une des cultures prospères de la colonie) semblait pourtant promise à l'époque à un bel avenir.

Un contrat liait la TABACOOP au SEITA (Service d'Exploitation Industrielles des Tabacs et Allumettes) dont l'Etat a le monopole. Le SEITA s'engageait à acheter la totalité de la récolte. La TABACOOP assurait la fermentation du tabac livré par ses adhérents (les

planteurs) et se chargeait de sa commercialisation par contrat avec le SEITA.

Mais le tabac est une culture qui revient cher car elle exige beaucoup de soins d'entretien (sarclage, buttage, arrosage, épamprément, écimage) et de traitement après la récolte (divers procédés successifs de séchage, tri des feuilles séchées, mise en ballots), et elle nécessite des investissements en matériel (séchoirs). De plus, la culture est difficilement rentable sur de petites surfaces (comme c'est le cas pour la majorité des plantations de la Martinique), surtout s'il survient une sécheresse comme cela a été le cas ces dernières années.

Aussi la plupart des petits planteurs, à cours de ressources, se sont trouvés dans l'obligation de faire des emprunts au Crédit Agricole ou de demander des avances à leur coopérative. Aujourd'hui la TABACOOP ne peut plus faire face à ses dépenses, et les petits planteurs n'arrivent pas à

s'en sortir financièrement.

Mais dans cette affaire, la sécheresse et les mauvaises récoltes ne sont pas seules en cause. Les petits planteurs voient d'autres responsables à la faillite de la TABACOOP.

D'abord, ils accusent un certain nombre de gros planteurs d'être venus à la TABACOOP uniquement pour bénéficier des prêts de celle-ci tandis qu'ils utilisaient les fonds à d'autres fins.

Mais la cause profonde de cette faillite et de la ruine des petits planteurs est le contrat impérial qui les liait au SEITA. La totalité de la récolte étant obligatoirement livrée au SEITA, cet organisme en profitait pour leur imposer des prix tels que le travail des paysans n'était pas payé. Et finalement les petits paysans se sont endettés, échinés du matin au soir, pour les intérêts d'exploiteurs, non plus cette fois une grosse société capitaliste mais un monopole de l'Etat français qui conduit aujourd'hui nombre d'entre eux à la misère.

La fusion PSM-PPM :

pour quelques voix de plus... aux prochaines élections

C'est dans la semaine précédant le 22 mai que fut annoncée la fusion prochaine du PPM et du PCM, fusion achevée et annoncée publiquement lors de la fête du PPM qui se tenait précisément le 21 mai.

C'est donc avec une certaine précipitation que fut décidée cette fusion, d'autant plus que rien auparavant ne semblait annoncer que PPM et PSM allaient fusionner. En fait, la rapidité avec laquelle fut parachevée l'adjonction de ces deux partis indique que bien peu de choses les séparaient et que les efforts du PSM, la plus jeune des deux formations, pour se faire une place parmi les forces politiques en Martinique, eh bien, ces efforts ont échoué.

La naissance du PSM remonte au début de 1977. En effet, le congrès de la Fédération Socialiste de la Martinique vit pratiquement toute l'ancienne direction fédérale, composée notamment de Lise et de Jean-Louis, quitter la Fédération et créer leur propre parti.

Le motif invoqué à l'époque était que le congrès se refusait à prendre position clairement pour l'autonomie. Lise et Jean-Louis s'apercevaient soudainement que le parti qu'ils dirigeaient depuis quatre ans était composé d'assimilationnistes bon teint, tels Serbin et Branglidor.

En réalité, la scission de la Fédération Socialiste se fit pour des raisons beaucoup plus prosaïques. Certains dirigeants de la Fédération Socialiste avaient absolument besoin de l'alliance du PCM pour espérer l'emporter aux municipales (cas de Jean-Louis au Robert), tandis que pour d'autres, cette alliance ne pouvait être que gênante (Serbin à Sainte-Marie ou Branglidor à Trinité). C'est cela qui provoqua donc l'éclatement de la Fédération Socialiste et la naissance du PSM.

Cependant les espoirs électoraux du PSM furent vite déçus. Le parti, nouveau par le nom, mais profondément électoraliste a subi un échec aux municipales. Par ailleurs, le PSM ne put pas mettre la main sur quelques-uns des notables qui peuplent la Fédération Socialiste. Parti électoraliste sans électorat et sans élus, il ne lui restait plus de perspectives propres.

Par contre, le PPM représentait pour les William et Lise une perspective bien concrète : celle d'avoir des postes de responsabilité au sein du plus grand parti de gauche, qui a réussi là où le PSM avait échoué : gagner aux élections.

Du côté du PPM, cette fusion apporte les cadres qui lui faisaient défaut, pour lui permettre



De droite à gauche : A. Régis, R. Désiré, C. Lise, C. Darsière... principaux dirigeants du PPM et de l'ex-PSM.

de renforcer son appareil organisationnel.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de la fusion entre ces deux partis qui se ressemblent par bien des côtés.

Ni l'un ni l'autre ne se donnaient comme but la lutte pour

une société dirigée et contrôlée par les travailleurs.

Le fait qu'ils soient désormais ensemble ne les transformera pas en autre chose que ce qu'ils étaient déjà : deux partis visant à assumer des responsabilités politiques dans la société telle qu'elle est, avec un peu d'autonomie en plus et toujours dans le cadre de l'impérialisme français.

« RACINES »

Interdit

d'antennes

● La série Racines, tirée du livre du même nom, écrit par Alex Haley, n'a pas à ce jour été programmée aux Antilles.

En effet, une dizaine de personnes, se réunissant à Paris et parmi lesquelles on ne trouve aucun Antillais, a décidé que la population des Antilles n'a pas à voir ce film.

C'est cette commission qui inonde les écrans des Antilles de films imbéciles. Et cette fois, une émission qui pourrait intéresser les Antillais, parce qu'évoquant, bien que de façon déformée, le passé esclavagiste, est écartée par elle.

Ces gens-là et le gouvernement français qui les emploie n'ont pas honte de reconnaître « que dans les DOM-TOM la situation est difficile, mieux vaut attendre ». Ils ne veulent pas que le public antillais se pose des questions sur son histoire, sur les origines des richesses des békés qui continuent à exploiter la population.

La censure qui s'exerce sur Racines est exercée régulièrement sur toutes les émissions en direction des Antilles. La commission filtre, écarte tous programmes plus ou moins gênants pour le pouvoir colonial en place. Mais ces censeurs se trompent, s'ils croient que les téléspectateurs des Antilles les laisseront encore longtemps décider de ce qu'ils doivent regarder.

A Paris, à l'hôpital Sainte-Anne :

Les travailleurs antillais dans la grève !



A l'hôpital St-Anne, un grand hôpital psychiatrique parisien, les travailleurs antillais qui constituent un tiers de l'ensemble du personnel sont partie prenante de la grève qui touche cet hôpital.

Cette grève dure maintenant depuis plus d'un mois. Les travailleurs de l'hôpital St-Anne exigent :

- l'augmentation de l'embauche d'élèves infirmiers ;
- le remplacement dans tous les services de toutes les absences ;
- l'embauche d'une équipe de nettoyage rattachée aux ser-

vices généraux ;

- la titularisation de tous les auxiliaires ;
- la mise en place immédiate et complète de la mécanisation ;
- les 250 F de la prime Veil pour tous, y compris les administratifs, ouvriers et élèves infirmiers, réajustés et intégrés dans le salaire.

La grève dans l'hôpital, cela ne veut pas dire que les malades sont laissés sans soins, mais tout marche au ralenti, surtout le ménage. Le personnel est organisé service par service et décide qui doit être libéré pour participer aux assemblées générales et aux autres activités de la grève.

Le personnel administratif ne fait pas payer les journées d'hospitalisation et les consultations.

Dès le début du mouvement, de nombreux travailleurs antillais se sont retrouvés dans les assemblées générales, dans les piquets de grève... Mais beaucoup d'entre eux ont voulu que cette participation soit plus consciente. C'est pourquoi très tôt ils ont pris l'initiative de s'adresser à leurs compatriotes de l'hôpital. Il s'agissait pour eux de rallier au mouvement les hésitants, d'amener les grévistes antillais à y participer plus activement et aussi de profiter pour discuter de tous les problèmes auxquels ils sont confrontés en tant que travailleurs antillais.

Plusieurs réunions de travailleurs antillais ont déjà été organisées.

La dernière d'entre elles a pris la décision de constituer une commission de travailleurs originaires des DOM-TOM.

D'ores et déjà cette commission a appelé les travailleurs antillais à participer à toutes les assemblées générales et se propose d'organiser d'autres réunions.

La grève à St-Anne aura donc permis que les travailleurs et en particulier les travailleurs antillais se mobilisent, prennent leurs affaires en main et tissent entre eux d'autres liens. Ils montrent ainsi la voie à tous les travailleurs.

SUITE EDITORIAL

(Suite de la page 1)

pourront s'adresser aux opprimés dans des Antilles autonomes en leur disant : « Ah, rien n'a changé ! Mais nous n'y pouvons rien ». Et ils pourront rejeter la responsabilité sur les représentants de l'administration française. Comme s'ils ne prévoyaient pas tout cela dès aujourd'hui ! C'est donc une véritable duperie que la revendication d'autonomie par les partis de la gauche aux Antilles.

La seule réponse juste à la domination coloniale est la lutte pour l'indépendance totale de la Martinique et de la Guadeloupe. Mais on le voit aussi en Afrique, une telle perspective ne suffit pas. Car, ces Etats d'Afrique où intervient l'impérialisme français, sont formellement indépendants.

Si aujourd'hui l'impérialisme français intervient avec cette facilité dans les affaires des Etats africains, c'est que ces Etats sont constitués sur la base d'une maigre classe possédante vivant des miettes du pillage impérialiste. Cette classe dirigeante est à la botte et à la solde de l'impérialisme.

L'exemple de l'Afrique montre qu'il est indispensable que ce combat pour l'indépendance, les classes opprimées le mènent avec leur propre drapeau, indépendamment des bourgeois indépendantistes. Les classes laborieuses doivent s'organiser pour prendre le pouvoir et se donner les moyens de le contrôler réellement et de l'exercer.

Seul, l'Etat des travailleurs, des ouvriers associés aux paysans, un Etat contrôlé par eux, pourra, grâce à l'enthousiasme qu'il suscitera, faire face aux problèmes économiques. Seul un tel Etat, un Etat dirigé par la classe ouvrière, pourra résister grâce au dévouement et à l'esprit de sacrifice du plus grand nombre pour défendre le bien commun, résister aux interventions impérialistes — même dans des pays aussi petits géographiquement que les nôtres. Et cela d'autant plus que les travailleurs au pouvoir aux Antilles en appelleront à leurs frères de la classe ouvrière de France et d'autres pays impérialistes.

Les militants des partis communistes et progressiste qui veulent penser et réfléchir sérieusement aux problèmes de la lutte de libération des Antilles ne peuvent pas éviter de se poser les problèmes discutés ici. Il y va de l'avenir.

De Renault aux arsenaux, les travailleurs refusent l'austérité

En France, depuis le début du mois de juin, les conflits sociaux se multiplient.

Dans la région parisienne, la grève de la Régie Renault (Flins) se prolonge depuis deux semaines. A Cléon, dans la région de Rouen, les travailleurs de cette même entreprise ont durci leur mouvement, malgré l'évacuation des locaux par la police.

Les arsenaux de Brest eux aussi en grève, ont étendu leur mouvement aux autres arsenaux et manufactures de l'Etat.

En général, ces mouvements ont éclaté pour des revendications de salaires, sur les conditions de travail et ont été développés à l'initiative des syndicats, de la CGT principalement qui a entraîné dans certains endroits la CFDT et même FO.

Ainsi, le répit social sur lequel comptait le gouvernement après le résultat des élections aura été de courte durée. Les travailleurs prennent l'offensive. Et qui plus est, contrairement à la période pré-électorale, les syndicats ne temporisent pas, au contraire.

Ainsi, la CGT et le PC amorcent un tournant de radicalisation. En effet, cela fait un certain temps que la direction de la CGT ne nous avait pas tenu un langage semblable à celui que tient aujourd'hui Ségué : « Ce que les travailleurs n'ont pu obtenir par les urnes, ils n'ont d'autre solution que d'essayer de l'acquérir par les luttes syndicales ».

Bien sûr, entre les mots et les actes, il y a une marge que le PC et la CGT ne nous avaient pas habitués à voir franchie. Or dans les mouvements actuels la CGT s'est montrée prête à prendre l'initiative des luttes et dans tous les cas elle assume la direction des mouvements qui se déclenchent.

En menant cette politique, la CGT ne prend pas grand risque. En effet, la bourgeoisie avec tout ce qu'elle a déjà récupéré grâce au blocage des salaires et avec tout ce qu'elle peut encore récupérer grâce à la liberté des prix, a toutes possibilités de céder sur certaines revendications.

Bien sûr, cette attitude, la plus

offensive de la CGT et du PC — et on ne sait combien de temps elle durera — ne se fait pas sans arrière-pensées.

Cette politique, en mobilisant les travailleurs, regonfle le moral des militants syndicaux un peu hésitants après les élections. Elle

vise à renforcer l'audience que le PC et la CGT possédaient dans la classe ouvrière.

La politique d'offensive que mène actuellement la CGT et à sa suite les autres syndicats, est incontestablement un élément important dans l'éveil de la combativité ouvrière.

Et c'est encore plus important et sa suite les autres dans l'éveil de la combativité ouvrière. Et c'est encore plus incontestable que si les travailleurs veulent défendre leurs revendications il n'y a qu'une voie ; celle de la négociation est fermée. Il faut se battre.

Aors, bien sûr, malgré leur langage actuel, les confédérations n'ont pas changé fondamentalement. Il faut que les travailleurs en soient avertis. Et d'ailleurs, même dans sa phase actuelle, la politique des confédérations ne consiste nullement à préparer méthodiquement une offensive générale des travailleurs.

Pourtant si les travailleurs veulent obtenir des acquis durables, s'ils ne veulent pas faire les frais de la crise, ils devront lutter pour des revendications qui entameront vraiment les profits de la bourgeoisie. Et cela seule une lutte d'ensemble de la classe ouvrière arrivera à l'imposer. Une lutte où les travailleurs, eux, pourront contrôler leur mouvement pour faire céder les patrons.



Lorsque la Chine applaudit Giscard pour son soutien à Mobutu

LES récents événements du Shaba ont vu les pays impérialistes, la France en tête, voler au secours du régime corrompu et sanglant de Mobutu. Mais les pays occidentaux n'ont pas été les seuls à apporter leur soutien au dictateur : ainsi a-t-on pu voir Huang Hua, ministre chinois des Affaires étrangères, venir en personne, peu après l'intervention des « paras », assurer Mobutu de l'appui de la Chine.

Ce n'est pas la première fois, loin de là, que les soi-disant communistes chinois se retrou-

vent dans le même camp que les impérialistes : ainsi en 1971, ils soutenaient le Pakistan — soutenu également par les USA — contre le Bangla-Desh en lutte pour son indépendance ; en 1975, ils équipèrent les troupes du FNLA et de l'UNITA en Angola (deux mouvements soutenus par les USA) contre le MPLA. De même, la Chine a le peu glorieux privilège d'être un des premiers pays à avoir repris les relations diplomatiques avec le Chili de Pinochet, et entretient les meilleures relations avec les dicta-

teurs de l'Amérique latine.

Pour justifier cette politique, les dirigeants chinois invoquent la lutte contre les superpuissances (USA et URSS), et la nécessité de s'opposer au « social-impérialisme » soviétique qui, selon eux, menace la paix du monde. Comme si la politique peu ragoûtante des bureaucrates soviétiques justifiait la politique aussi peu ragoûtante des dirigeants de Pékin ! Curieuse attitude en tous les cas pour ces prétendus « communistes » qui se retrouvent à

chaque fois... dans le camp de l'impérialisme. Mais leur politique n'a rien de fondamentalement différent de celle des « superpuissances » : elle consiste à soutenir tout régime, aussi pourri soit-il, pourvu qu'ils y trouvent intérêt. Et cela, au mépris total du sort des peuples opprimés par ces régimes : peu leur importe que Mobutu torture, assassine et affame des millions de Zaïrois : il faut s'en faire un « ami ».

Pour nous, révolutionnaires marxistes, cette attitude du régi-

me chinois n'a rien de surprenant : sous le verbiage « communiste », se cache un Etat où la classe ouvrière n'a jamais eu son mot à dire, dirigé par des petits-bourgeois nationalistes. Leur but n'est pas de libérer l'humanité du joug de l'impérialisme : ce qui les intéresse, c'est de créer une Chine forte, puissante. Et pour cela, ils emploient les recettes qui ont si bien réussi aux capitalistes occidentaux : surexploitation des travailleurs à l'intérieur, politique de combines sur le dos des peuples à l'extérieur.

Après le Zaïre, le Tchad, le gouvernement français gendarme de l'Afrique



Une semaine seulement après l'intervention des parachutistes français au Zaïre, on apprenait que les troupes françaises intervenaient aussi et massivement au Tchad.

Cette fois-ci le gouvernement français, sa presse, sa radio ne pourront même plus prétendre qu'il s'agissait de défendre les ressortissants français et plus généralement les Européens contre les prétendus massacres perpétrés par les rebelles.

Ils ne pourront pas non plus dire qu'il s'agit de défendre un gouvernement légitime (avec lequel - on - a - des - rapports - de - coopération) contre l'« agression extérieure ». Le Front de Libération Nationale contre lequel sont intervenues les troupes françaises administre, avec l'ac-

cord de la population, plus de la moitié du territoire tchadien.

L'intervention militaire du gouvernement français au Tchad dévoile quelle est la véritable politique du gouvernement français en Afrique.

Il s'agit pour le gouvernement de soutenir, de défendre contre les peuples africains, des gouvernements à sa solde, de féroces dictateurs inféodés à l'impérialisme français.

Au Tchad, la France soutient le dictateur Malloum, tout comme elle a soutenu son prédécesseur, Tombalbaye.

Cette politique n'est pas nouvelle. La fameuse « décolonisation » de l'Afrique n'a été en fait que la mise en place de gouvernements fantoches qui s'engageaient à défendre les intérêts

des trusts français en Afrique.

C'est pour mettre en place et pour défendre ces gouvernements que l'armée française intervient depuis en Afrique. En 1960, au Cameroun, c'est à la demande d'Ahijo, le tristement célèbre dictateur, que l'armée française mènera une « campagne de pacification » contre les 400 000 Bamiléké en révolte.

Au Gabon, c'est l'armée française qui a rétabli au pouvoir Léon M'Ba qu'un coup d'Etat militaire venait de renverser, en février 1964.

Ce fut ensuite l'occupation militaire de Djibouti en 1966, les premières interventions directes au Tchad pour soutenir Tombalbaye.

Aujourd'hui, c'est par milliers que se comptent les militaires français en Afrique, 1 200 parachutistes au Zaïre, 1 100 sous l'uniforme de l'ONU au Liban, plus de 2 000 au Tchad, des centaines de coopérants en Mauritanie, au Maroc, 4 500 hommes à Djibouti, des centaines de légionnaires à Madagascar, aux Comores. Soit dit en passant, comme par hasard, un coup d'Etat dirigé par un mercenaire français vient d'installer aux Comores un gouvernement plus favorable à la France.

La présence militaire en Afrique ne s'arrête pas là. Elle se continue aux travers des différentes armées « nationales », armées qui ont été mises sur pied et qui sont encadrées, dirigées

par des « coopérants » français.

Cette politique vise aussi à accréditer l'idée auprès des dictateurs africains qu'ils peuvent compter sur les troupes françaises. L'impérialisme français prétend jouer le rôle du gendarme en Afrique.

Cette politique d'intervention militaire contre les opprimés est vouée à l'échec.

Les soldats, les paras, les légionnaires de l'impérialisme français n'ont pas empêché les peuples indo-chinois, le peuple algérien de lui infliger de cuisantes défaites.

Mais ces agressions militaires venant de l'impérialisme français nous montrent aussi comment les exploités se tiennent par la main, ils n'hésitent pas à intervenir à des milliers de kilomètres pour défendre leurs congénères. C'est pourquoi pour les peuples opprimés, arracher l'indépendance ou renverser son propre gouvernement n'est pas suffisant. La seule garantie pour que l'impérialisme ne revienne pas par la petite porte est de s'en prendre à l'ordre capitaliste à l'échelle du monde, y compris dans ses bastions européens et américains.

Tous ceux qui veulent se débarrasser définitivement de l'oppression coloniale, de l'impérialisme doivent se fixer pour objectif la révolution prolétarienne mondiale et pour cela il s'agit de construire de véritables partis communistes et une véritable internationale révolutionnaire.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Jocelyn BIBRAC

Adresse :
toute correspondance :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR

BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 388
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex
Impression
ICT - Paris
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F
ETRANGER : écrire au journal
Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens doi-
vent être faits à :
Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566 71 La Source